



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/613
6 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 120 de l'ordre du jour

MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	2
II. BOURSES OFFERTES ET ATTRIBUEES	5 - 20	2
III. DEMANDES PRESENTEES PAR L'INTERMEDIAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	19 - 22	6

I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 845 (IX) du 22 novembre 1954, l'Assemblée générale a invité les Etats Membres à offrir aux habitants des territoires non autonomes des moyens d'enseignement, non seulement pour les études supérieures théoriques et pratiques, mais aussi pour les études postprimaires ainsi que pour la formation technique et professionnelle qui présente un intérêt pratique immédiat.
2. Conformément à la résolution 1696 (XVI) de l'Assemblée en date du 19 décembre 1961, les offres faites au titre de la résolution 845 (IX) sont communiquées par le Secrétariat aux puissances administrantes, pour que celles-ci leur donnent une publicité appropriée dans les territoires qu'elles administrent.
3. Des renseignements sur les bourses offertes au titre du programme sont mis à la disposition des candidats éventuels. Il est également question du programme dans la vingt-sixième édition du manuel intitulé Etudes à l'étranger (1989/1990/1991) publié par l'Unesco.
4. En application de la résolution 845 (IX) et d'autres résolutions ultérieures sur la question 1/, le Secrétaire général présente tous les ans à l'Assemblée un rapport donnant des renseignements détaillés sur les bourses qui ont été offertes et indiquant dans quelle mesure elles ont été utilisées 2/. Le présent rapport, qui porte sur la période allant du 1er octobre 1988 au 30 septembre 1989, est présenté en application du paragraphe 5 de la résolution 43/32 de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1988.

II. BOURSES OFFERTES ET ATTRIBUEES

A. Etats donateurs

5. Quarante-deux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont jusqu'ici offert des bourses à l'intention d'habitants de territoires non autonomes, comme suite aux résolutions de l'Assemblée générale mentionnées ci-dessus. Ces Etats Membres sont les suivants :

Allemagne, République fédérale d'	Hongrie
Australie	Inde
Autriche	Iran (République islamique d')
Brésil	Irlande
Bulgarie	Israël
Canada	Italie
Chypre	Jamahiriya arabe libyenne
Cuba	Malawi
Egypte	Malte
Emirats arabes unis	Mexique
Etats-Unis d'Amérique	Nouvelle-Zélande
Gabon	Ouganda
Ghana	Pakistan
Grèce	Philippines

/...

Pologne
République arabe syrienne
République démocratique allemande
République socialiste soviétique
d'Ukraine
Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

Soudan
Sri Lanka
Tchécoslovaquie
Tunisie
Turquie
Union des Républiques socialistes
soviétiques
Uruguay
Yougoslavie

6. Outre les moyens qu'ils ont offerts au titre de la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale, un certain nombre d'Etats Membres ont contribué au Fonds des Nations Unies pour la Namibie et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe. Des informations relatives à ces contributions figureront dans les rapports pertinents présentés à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session.

B. Bourses offertes et attribuées

Australie

7. Dans une note verbale datée du 23 août 1989, le Représentant permanent de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir au Secrétaire général que, selon des renseignements fournis par l'International Development Assistance Bureau de l'Australie, au 30 juin 1989, cinq étudiants boursiers néo-Calédoniens et 10 autres originaires du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique poursuivaient des études supérieures en Australie.

Canada

8. Dans une note verbale datée du 14 septembre 1989, le Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement avait offert, par l'intermédiaire du Department of External Affairs and International Trade (Département des affaires extérieures et du commerce international), des bourses à des étudiants originaires d'un certain nombre de territoires non autonomes, au titre du Canadian Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan (Plan canadien de bourses d'études et de perfectionnement pour les pays du Commonwealth). Les bourses ont été accordées à des étudiants originaires d'Anguilla (1), des Bermudes (1), de Gibraltar (2), de Montserrat (2) et des îles Vierges britanniques (1). Il y a aussi lieu de mentionner cinq bourses réservées aux ressortissants des plus petits Etats et territoires du Commonwealth, notamment les îles Caïmanes, Sainte-Hélène, les îles Turques et Caïques et les îles Falkland (Malvinas).

Cuba

9. Dans une note verbale datée du 24 juillet 1989, le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que 1 714 étudiants namibiens et 1 559 étudiants sahraouis poursuivaient des études secondaires, postsecondaires, spécialisées et supérieures à Cuba. D'autre part, un nouveau groupe de 834 étudiants namibiens et de 806 étudiants sahraouis doit venir poursuivre des études à Cuba durant l'année 1989/90.

/...

Chypre

10. Dans une note verbale datée du 23 janvier 1989, le Représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir au Secrétaire général que son gouvernement offrait à un étudiant originaire d'un territoire non autonome une bourse d'études au Collège de sylviculture de Chypre pour l'année universitaire 1989/90.

Tchécoslovaquie

11. Dans une note verbale datée du 25 mai 1989, le Représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir au Secrétaire général que l'offre du Gouvernement tchécoslovaque concernant l'attribution de 20 bourses d'études était toujours valable.

Allemagne, République fédérale d'

12. Dans une note verbale datée du 11 septembre 1989, le Représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement parrainait en 1988/89 les études et la formation d'étudiants originaires de territoires non autonomes par le biais de deux fondations, à savoir la Deutscher Akademischer Austauschdienst (DAAD, Service allemand d'échanges universitaires) et la Otto-Benecke-Stiftung (la Fondation Otto Benecke); le Service a financé, par le biais de l'Organisation TUCSIN quatre bourses d'études d'une année en Namibie et 17 bourses d'études "sur place" en Afrique du Sud. En 1989, il a parrainé les études de 10 à 20 étudiants namibiens. Durant la période 1988/89, la Fondation Otto Benecke a attribué six bourses en Namibie (deux pour des études dans des collèges universitaires et quatre dans des universités), 23 bourses "sur place" et 241 bourses de formation professionnelle (78 en République fédérale d'Allemagne et 163 "sur place" en Afrique).

Israël

13. Dans une note verbale datée du 14 septembre 1989, le Représentant permanent par intérim d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir au Secrétaire général que son gouvernement offrait en 1989 des bourses à des personnes originaires de territoires non autonomes pour des cours d'études postuniversitaires d'une durée de 40 mois dans les domaines de l'exploration et de la mise en valeur des ressources en eau souterraines, de l'agriculture et de la météorologie, du développement communautaire rural, de la production de bétail et des méthodes de vulgarisation.

Nouvelle-Zélande

14. Dans une note verbale datée du 28 août 1989, le Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement offrait des bourses d'études et de formation en Nouvelle-Zélande et des bourses d'études dans des pays tiers à des étudiants originaires de Tokélaou, de Nouvelle-Calédonie, des îles Marshall, des Palaos et

/...

des Etats fédérés de Micronésie au titre de ses programmes bilatéraux ordinaires d'aide publique au développement. En outre, il offrait des bourses à des Namibiens pour des études dans des établissements d'enseignement d'Afrique australe par le biais du Programme de bourses de Nassau qui est coordonné par le Secrétariat du Commonwealth.

Pologne

15. Dans une note verbale datée du 14 septembre 1989, le Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement continuerait d'offrir trois bourses à des étudiants originaires de territoires non autonomes et des bourses à des étudiants déjà diplômés originaires du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Soudan

16. Dans une note verbale datée du 4 mai 1989, le Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir au Secrétaire général que son gouvernement avait offert une bourse à un étudiant namibien pour effectuer des études supérieures à la faculté des arts de l'Université de Khartoum pendant l'année universitaire 1989/90.

Turquie

17. Dans une note verbale datée du 5 septembre 1989, le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement avait attribué à un étudiant namibien une bourse pour des études de philosophie à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Marmara durant l'année universitaire 1989/90. En outre, une bourse de doctorat, que le Gouvernement offre à un étudiant namibien, n'avait pas été attribuée.

République socialiste soviétique d'Ukraine

18. Dans une note verbale datée du 22 septembre 1989, la Mission permanente de la République socialiste soviétique d'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir au Secrétaire général qu'au cours de l'année 1988/89, 20 étudiants originaires de territoires non autonomes avaient reçu une formation en République socialiste soviétique d'Ukraine.

Union des Républiques socialistes soviétiques

19. Dans une note verbale datée du 21 septembre 1989, la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que durant l'année 1988/89, 220 étudiants originaires de territoires non autonomes avaient reçu une formation en Union soviétique.

/...

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

20. Dans une note verbale datée du 21 septembre 1989, le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement continuait à accorder des bourses d'études à des étudiants originaires de territoires non autonomes; les bénéficiaires sont originaires des territoires suivants : Anguilla (3), Bermudes (18), Gibraltar (23), îles Caïmanes (7), îles Falkland (33), îles Turques et Caïques (27), îles Vierges britanniques (10), Montserrat (11) et Sainte-Hélène (44). En 1988, au total 176 étudiants originaires de territoires dépendant du Royaume-Uni avaient obtenu des bourses. Le Gouvernement du Royaume-Uni a attribué 67 nouvelles bourses à des étudiants namubiens pour l'année universitaire 1988/89. Cinquante-cinq autres bourses ont été attribuées jusqu'ici pour l'année 1989/90.

III. DEMANDES PRESENTÉES PAR L'INTERMEDIAIRE DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

21. Conformément à la procédure prévue dans la résolution 1696 (XVI) de l'Assemblée générale, les demandes de bourses que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies reçoit d'étudiants de territoires non autonomes sont transmises simultanément aux Etats donateurs pour examen et aux puissances administrantes pour information.

22. Entre le 1er octobre 1988 et le 31 août 1989, le Secrétariat a reçu des demandes d'informations de 124 étudiants, dont 121 n'étaient pas originaires de territoires non autonomes. Les demandes de renseignements et les candidatures reçues d'étudiants namubiens sont transmises au Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, pour examen au titre du programme de bourses à l'intention des Namubiens, ainsi qu'au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et aux gouvernements donateurs.

Notes

1/ Les résolutions les plus récentes de l'Assemblée générale sur cette question sont les résolutions 41/28 du 31 octobre 1986, 42/77 du 4 décembre 1987 et 43/32 du 22 novembre 1988.

2/ Pour les rapports les plus récents, voir les documents A/41/664 et Add.1, A/42/578 et A/43/677.
